



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

Bureau de la réglementation
et des élections

Arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter un entrepôt de stockage

N°DCL-BRENV-2023-313-2

Sobotram Transports et Logistiques

Siège administratif :

SIRET : 45081007200097

33 rue Paul Sabatier
71 530 Crissey

Siège d'exploitation :

25-33 rue Paul Sabatier
71 530 Crissey

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

**Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment le titre I^{er} du livre V ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre I^{er} du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

Vu les actes en date des 26 octobre 1995, 28 novembre 1996, 11 juin 1999, 4 mai 2001, 14 janvier 2002, 29 juin 2009 et 23 mars 2018 antérieurement délivrés à la société Sobotram Transports et Logistique, dont le siège social est situé au 33 de la rue Paul Sabatier, sur le territoire de la commune de Crissey, pour l'exploitation d'une installation de stockage sur le territoire des communes de Crissey, Fragnes-La Loyère et Virey-le-Grand ;

Vu la demande d'autorisation environnementale présentée le 26 juillet 2021 par la société Sobotram Transports et Logistique, visant l'extension de ses capacités de stockage par la construction d'un nouveau bâtiment sur le territoire de la commune de Virey-le-Grand ;

Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande, complété le 28 octobre 2022 ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'avis émis par la mission régionale de l'autorité environnementale publié 9 janvier 2023 ;

Vu le rapport du 16 février 2023 relatif à la phase d'examen produit par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'inspection des installations classées, référencé LW/NM/2023/M_09, faisant apparaître que le dossier complété le 28 octobre 2022 peut être jugé complet et recevable et être basculé en phase d'enquête publique ;

Vu la décision n° E23000025/21 en date du 6 mars 2023 du président du tribunal administratif de Dijon portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2023-079-1 du 20 mars 2023 portant ouverture d'une enquête publique pour une durée de 45 jours consécutifs, du mardi 11 avril 2023 à 9 heures au jeudi 25 mai 2023 à 17 heures, sur la demande d'autorisation environnementale déposée par la société Sobotram Transports et Logistique, incluant une réunion publique qui s'est tenue le 28 avril 2023 en mairie de Crissey ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public réalisé dans les communes concernées par l'enquête publique ;

Vu la publication de cet avis dans deux journaux locaux et à deux reprises ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu le procès-verbal des observations du public et du commissaire enquêteur ;

Vu le mémoire en réponse du pétitionnaire au procès-verbal précité ;

Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes de Chalon-sur-Saône, Champforgeuil, Crissey, Fragnes-La Loyère, Lessard-le-National, Sassenay, Virey-le-Grand et la communauté d'agglomération du Grand Chalon ;

Vu le rapport de la phase de fin d'instruction de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'inspection des installations classées, référencé LW/NM/2023/M_154 du 28 septembre 2023 ;

Vu l'avis en date du 17 octobre 2023 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur par courrier du préfet de Saône-et-Loire du 23 octobre 2023;

Vu les observations présentées par le pétitionnaire sur ce projet par courrier électronique du 2 novembre 2023 ;

Considérant que la société Sobotram Transports et Logistique est régulièrement autorisée pour l'exploitation d'une installation de stockage composée de plusieurs bâtiments, d'un volume total d'environ 564 560 m³, sur le territoire des communes de Crissey, Fragnes-La Loyère et Virey-le-Grand par l'arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2018-82-2 du 23 mars 2018 ;

Considérant que la société Sobotram Transports et Logistique a déposé une demande d'autorisation visant à l'extension des installations existantes, par la construction d'un bâtiment supplémentaire, portant la capacité totale de stockage à environ 752 715 m³ ;

Considérant que cette demande visant l'augmentation des capacités de stockage est jugée comme une modification substantielle au sens de l'article R. 5181-46 du code de l'environnement, ce qui implique la délivrance d'une nouvelle autorisation ;

Considérant que cette demande relève de la procédure de l'autorisation environnementale ;

Considérant que l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures que comporte le présent arrêté assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation, prévues dans le dossier de demande d'autorisation, notamment les mesures de prévention, les moyens de détection et de lutte contre l'incendie, et les dispositions destinées à prévenir les rejets dans le milieu naturel permettent de limiter les inconvénients et dangers ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations des collectivités territoriales

intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et de l'avis du commissaire-enquêteur, sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les mesures d'évitement, de réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Considérant que certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations constituent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique et de la sécurité des personnes ;

Considérant que ces informations sensibles entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration et font l'objet d'une annexe spécifique non communicable ;

Après communication au demandeur du projet d'arrêté ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

1.1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation

La société Sobotram Transports et Logistique (SIRET 45081007200097), dont le siège social est situé au 33 de la rue Paul Sabatier, sur le territoire de la commune de Crissey (coordonnées Lambert 93 X=841585 et Y=6636559), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté à exploiter à la même adresse les installations détaillées dans les points suivants.

1.1.2 - Modifications et compléments apportés aux actes antérieurs

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2018-82-2 du 23 mars 2018 sont abrogées à compter de la date de la signature du présent arrêté.

1.1.3 - Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L. 181-1 du code de l'environnement.

1.1.4 - Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

À l'exception des dispositions particulières visées au titre 9 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS

1.2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Désignation simplifiée	Quantité autorisée	Régime
1436.1	Liquides de point éclair compris entre 60°C et 93° C	(*)	A
1450.1	Solides inflammables	(*)	A

Rubrique	Désignation simplifiée	Quantité autorisée	Régime
1630.1	Soude ou potasse caustique	1 000 t	A
2718.1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux	200 t	A
3350	Rubrique principale – BREF associé WT Stockage temporaire de déchets dangereux	200 t	A
4001	Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux et vérifiant la règle de cumul seuil bas ou la règle de cumul seuil haut mentionnées au II de l'article R. 511-11	/	A Seuil haut
4110.1	Substances et mélanges solides de toxicité aiguë catégorie 1	(*)	A Seuil haut
4110.2	Substances et mélanges liquides de toxicité aiguë catégorie 1	(*)	A Seuil haut
4120.1	Substances et mélanges solides de toxicité aiguë catégorie 2	(*)	A Seuil bas
4120.2	Substances et mélanges liquides de toxicité aiguë catégorie 2	(*)	A Seuil bas
4130.1	Substances et mélanges solides de toxicité aiguë catégorie 3	(*)	A Seuil haut
4130.2	Substances et mélanges liquides de toxicité aiguë catégorie 3	(*)	A Seuil haut
4140.1	Substances et mélanges solides de toxicité aiguë catégorie 3 (H301)	(*)	A Seuil haut
4140.2	Substances et mélanges liquides de toxicité aiguë catégorie 3 (H301)	(*)	A Seuil haut
4320	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1	(*)	A Seuil haut
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou 3	(*)	A
4440	Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3	(*)	A Seuil haut
4441	Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3	(*)	A Seuil haut
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 2	(*)	A Seuil haut
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2	(*)	A Seuil haut
47xx	Rubrique nommément désignée	(*)	A Seuil bas
1510.2	Entrepôts couverts	800 000 m ³	E
1435.2	Station-service	3 000 m ³	DC
2930.1	Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur	2 300 m ²	DC
4610	Substances ou mélanges auxquels est attribué la mention de danger EUH014	(*)	DC
4734.1	Produits pétrolier spécifiques et carburants de substitution	(*)	DC
4755.2	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants	(*)	DC
2171	Dépôts de fumier, engrais et supports de culture	300 m ³	D
2925.1	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques	400 kW	D
4321	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2, ni de liquides inflammables de catégorie 1	(*)	D
4801	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières	(*)	D

Rubrique	Désignation simplifiée	Quantité autorisée	Régime
	bitumeuses		

A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du CE) ;

(*) cf. annexe non communicable

En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement ;

1.2.2 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

Rubrique	Désignation simplifiée	Quantité autorisée	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol	24 ha	A

A (autorisation)

1.2.3 - Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Section
Crissey	118, 352, 353, 354, 356, 357, 359, 362, 402, 467, 469, 471, 473, 475, 477, 478, 481	ZA
Fragnes-La Loyère	53, 99, 101	AD
Virey-le-Grand	1, 55, 60, 83, 87 et 88	AI

La surface de l'emprise des travaux ou des aménagements réalisés dans le cadre de l'autorisation est de **17 185 m²** correspondant à la création du bâtiment « F ».

L'emprise totale bâtie s'étend sur environ 92 600 m². La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à **230 000 m²**.

1.2.4 - Consistance des installations autorisées

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes est composé des bâtiments et unités détaillés au point 12.1.2 du présent arrêté.

1.2.5 - Statut de l'établissement

Réglementation Seveso

L'établissement relève du statut « seuil haut » par dépassement direct d'un seul tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement pour les rubriques 4110, 4130, 4140, 4320, 4440, 4441, 4510 et 4511. L'établissement répond également à la règle de cumul seuil haut.

Réglementation IED

L'établissement relève de la directive sur les émissions industrielles au titre de la rubrique 3550, rubrique unique et donc rubrique principale au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, et des conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées au document BREF « traitement des déchets ».

1.3 - CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

1.4 - DURÉE DE L'AUTORISATION ET CADUCITÉ

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R. 181-48 du code de l'environnement. Ce délai de trois ans peut être suspendu en cas de recours.

1.5 - MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

1.5.1 - Modification du champ de l'autorisation

En application des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

1.5.2 - Mise à jour de l'étude de dangers et de l'étude d'impact

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Ces mises à jour sont systématiquement communiquées au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

À l'occasion d'une modification substantielle, l'exploitant procède par ailleurs au recensement des substances, préparations ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans ses installations conformément aux dispositions de l'article R. 515-86 du code de l'environnement.

L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen au moins tout les 5 ans et d'une mise à jour si nécessaire. Elle est par ailleurs réexaminée et mise à jour à la suite d'un accident majeur.

1.5.3 - Changement d'exploitant

En application de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale. Le nouvel exploitant adresse au préfet de Saône-et-Loire les documents établissant ses capacités techniques et financières.

1.5.4 - Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est un usage de type industriel. Les conditions de remise en état sont définies par les dispositions du code de l'environnement.

1.5.5 - Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

1.6 - GARANTIES FINANCIÈRES

1.6.1 - Objet

Les garanties financières définies dans le présent arrêté sont établies en application des dispositions de l'article R. 516-1 du code de l'environnement (installations inscrites sur la liste prévue à l'article L. 515-8 dudit code) pour les activités visées au 1.2.1 du présent arrêté. Elles ont pour objet :

- la surveillance et le maintien en sécurité de l'installation en cas d'événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement ;
- l'intervention en cas d'accident ou de pollution ;
- la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées aux

1.6.2 - Montant

1.6.2.1 - Installations relevant du 3° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement

Pour les dommages susceptibles d'être apportés à l'environnement, le montant total des garanties à constituer est fixé à **6 690 551 euros TTC**. Il a été défini selon la méthode forfaitaire définie par la circulaire ministérielle du 18 juillet 1997 en prenant en compte un indice TP01 (mars 2022) de 124,7 et un taux de TVA de 20 %. Le scénario de référence majorant est établi sur la base d'une quantité maximum de produits dangereux contenue dans la cellule E1 de 1 900 tonnes.

1.6.2.2 - Installations relevant du 5° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement

Pour la mise en sécurité du site, le montant total des garanties à constituer est fixé à **275 571 euros TTC**. Il a été défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 en prenant en compte un indice TP01 (mars 2022) de 124,7 et un taux de TVA de 20 %. Il est basé sur une quantité maximale de déchets en transit (rubrique 2718) pouvant être entreposés sur le site de 200 tonnes.

1.6.3 - Établissement

L'exploitant communique au préfet le document attestant la constitution des garanties financières, établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

1.6.4 - Renouvellement

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'expiration mentionnée sur le document évoqué au point 1.6.3 ci-dessus. Pour attester ce renouvellement, l'exploitant adresse au préfet un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.

1.6.5 - Actualisation

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et d'en attester auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze) % de l'indice TP 01, et ce, dans les six mois qui suivent ces variations.

1.6.6 - Modification

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières, ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

1.6.7 - Absence

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce code. Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

1.6.8 - Appel

En cas de défaillance de l'exploitant, le préfet peut faire appel aux garanties financières visées au point 1.6.2.1 du présent arrêté :

- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières ;
- ou pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement ;

En cas de défaillance de l'exploitant, le préfet peut faire appel aux garanties financières visées au point 1.6.2.2 du présent arrêté afin d'exécuter :

- la mise en sécurité conformément à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, les mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines conformément à l'article R. 516-2-IV-5° du même code.

1.6.9 - Levée de l'obligation

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 516-1 à R. 516-6, par l'inspecteur des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral. En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

1.7 - RÉGLEMENTATION APPLICABLE

1.7.1 - Réglementation installations classées

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes **principaux** cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

Dates	Textes généraux
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
02/02/98	Arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
29/09/05	Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.
31/01/08	Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets.
04/10/10	Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
31/07/12	Arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.
26/05/14	Arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.
11/04/17	Arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
20/11/17	Arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.
24/09/20	Arrêté du 24 septembre 2020 modifié relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

1.7.2 - Autres législation et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- de autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

2.1 - EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

2.1.1 - Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

2.1.2 - Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

2.2 - RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

2.3 - INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

2.3.1 - Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, etc.

2.3.2 - Esthétique

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

2.3.3 - Précautions en phase travaux

Le chantier lié à la construction du bâtiment F est organisé de manière à réduire au maximum la durée des travaux qui seront réalisés durant les horaires d'ouverture du site (en journée). Les véhicules et équipements utilisés sont en bon état.

Le chantier est entretenu de façon à limiter les nuisances visuelles, notamment grâce aux dispositions suivantes :

- maintien en état de propreté des zones déchets ;
- réalisation d'un bilan hebdomadaire du conducteur de travaux sur l'état de propreté du chantier ;
- aménagement des voies d'accès et provisoire de chantier dès le début des travaux ;
- mise en œuvre d'un système de lavage des roues de camions si besoin ;

- intervention d'une auto laveuse en cas de salissure notable de la voie publique aux frais du pétitionnaire ou de l'entreprise intervenante ;
- lors du repli des installations du chantier, remise en état des emplacements qui ont été occupés par le chantier et évacuation des déchets, avant réception des travaux.

2.3.4 - Insertion paysagère

Dans le cadre de la construction du bâtiment F, l'exploitant aménage une haie paysagère en bordure ouest du site. Celle-ci est composée de plusieurs strates (herbacé, ligneuse et arboré), et constituée d'essences locales et mellifères.

2.4 - DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

2.5 - DÉCLARATION ET RAPPORT D'INCIDENTS OU D'ACCIDENTS

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

2.6 - PROGRAMME D'AUTO-SURVEILLANCE

2.6.1 - Principes et objectifs

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets, dit programme d'auto-surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les points suivants définissent le contenu minimum de ce programme en matière de mesures, de paramètres et de fréquences pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto-surveillance.

2.6.2 - Analyses des résultats

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, notamment celles de son programme d'auto-surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application du 1° du II de l'article R. 512-8 du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

2.7 - RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- les dossiers de demande d'autorisation, initial et successifs ;
- les plans tenus à jour ;
- le plan d'organisation interne (POI) ;

- le plan de défense incendie (PDI) ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couverte par le présent arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

2.7.1 - Information du public

L'exploitant adresse au moins une fois par an le bilan prévu au I de l'article D. 125-34 du code de l'environnement à la commission de suivi de site de son établissement, si elle existe, créée conformément à l'article D. 125-29 du code de l'environnement.

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

3.1 - CONCEPTION DES INSTALLATIONS

3.1.1 - Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites.

Les installations de traitement d'effluents gazeux devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Afin de réduire les rejets atmosphériques liés aux poids-lourds, les mesures suivantes sont prises :

- les camions sont à l'arrêt pendant les périodes de chargement/déchargement ;
- la vitesse de circulation sur le site est réduite.

3.1.2 - Pollution accidentelle

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.

Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conformes ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

3.1.3 - Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage.

3.1.4 - Envois de poussières

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

3.2 - CONDITIONS DE REJETS

3.2.1 - Dispositions générales

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1, ou toute autre norme européenne ou internationale équivalente en vigueur à la date d'application du présent arrêté, sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement ou en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

3.2.2 - Conduits et installations raccordées

Conduits	Hauteur (en m)	Diamètre (en mm)	Installations raccordées	Localisation	Puissance (en kW)	Combustible
N1	12	250	Chaudières	Bureaux bâtiment A	145	Gaz naturel
N2						
N3	10			Quai A2 bâtiment A	350	

3.2.3 - Autosurveillance des rejets dans l'atmosphère

Conformément aux articles R. 224-41-4 à R. 224-41-9 du code de l'environnement, l'exploitant réalise un entretien annuel des installations mentionnées au point 3.2.2 du présent arrêté dont les modalités sont définies dans l'arrêté ministériel du 15 septembre 2009 relatif à l'entretien annuel des chaudières dont la puissance est comprise entre 4 et 400 kW.

3.3 - BILAN CARBONE

Dans les douze mois suivant la date de la signature du présent arrêté, l'exploitant réalise un bilan carbone des activités de son établissement. Ce bilan est réactualisé périodiquement et s'accompagne des orientations stratégiques de l'entreprise sur la décarbonation de ses activités. Il est tenu à la disposition de l'inspection.

TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe. La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

4.1 - PRÉLÈVEMENT ET CONSOMMATION D'EAU

4.1.1 - Origine des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m³/an)
Réseau d'eau public	Crissey	8500

4.1.2 - Protection des réseaux d'eau potable

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

Ce dispositif fait l'objet d'un contrôle de maintenance annuel par une personne qualifiée.

4.1.3 - Adaptation des prescriptions de prélèvement en cas de sécheresse

L'exploitant met en œuvre des mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau en fonction des seuils d'alerte et de crise définis dans l'arrêté préfectoral cadre en vigueur en vue de la préservation de la ressource en eau dans le département de Saône-et-Loire.

4.1.4 - Autosurveillance des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé hebdomadairement et les résultats sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, consultable par l'inspection de l'environnement.

4.2 - COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

4.2.1 - Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu ou non conforme aux dispositions définies au point 4.3.1 ou non conforme aux dispositions du point 4.3 est interdit.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Lors de la phase de construction du bâtiment F, l'exploitant prend les dispositions nécessaires afin d'éviter tout apport d'eaux non traitées au milieu naturel.

4.2.2 - Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, bassins, dispositifs de traitement, etc.) ;
- les ouvrages d'épuration interne et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu) ;
- les points de rejets interne, en sortie du périmètre du site.

4.2.3 - Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Les canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

4.2.4 - Protection des réseaux internes à l'établissement

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

4.2.4.1 - Risques spécifiques

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

4.2.4.2 - Isolement avec les milieux

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

4.3 - TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

4.3.1 - Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux usées domestiques ;

- les eaux usées en provenance des installations de lavage des véhicules ;
- les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées (toiture) ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (parking, voiries) ;
- les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction).

4.3.2 - Collecte, traitement des effluents et localisation des points de rejet

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les eaux de voirie EV transitent nécessairement par des canalisations fermées et au travers de séparateurs hydrocarbures avant mélange avec d'autres effluents.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

4.3.2.1 - Eaux usées

Les eaux usées sont évacuées conformément à la réglementation en vigueur. Elles sont collectées séparément puis envoyées dans le réseau d'assainissement de la zone d'activités afin d'être traitées par la station d'épuration mixte de la zone industrielle nord SaôneOr (code 060971154001) dont l'exutoire est la Saône.

Le site compte 5 points de rejets tous localisés côté rue Paul Sabatier et correspondants aux rejets des installations suivantes :

- 1 : atelier mécanique, aires de lavage des véhicules, bâtiment A, bâtiment B (un sanitaire) ;
- 2 : bâtiments B, C/D, E et F ;
- 3 : bâtiment Findis ;
- 4 : bâtiment E ;
- 5 : siège et bâtiment messagerie.

Ces cinq points de rejets sont repérés sur le plan figurant dans le titre 10 du présent arrêté.

Il n'y a pas de rejets d'eaux usées en provenance du bâtiment H.

Les eaux usées des deux installations de lavages des véhicules transitent par un dispositif de traitement (débourbeur/séparateur d'hydrocarbures) avant de rejoindre le réseau d'assainissement de la zone d'activités.

4.3.2.2 - Eaux pluviales

L'ensemble des eaux pluviales du site est rejeté en un point unique, dans le fossé bordant le site en limite séparative ouest, côté rue de l'Argentique, dont l'exutoire est le ruisseau La Thaliotte qui se jette dans la Thalie (code masse d'eau FRDR 11935). Les coordonnées de ce point (projection Lambert 93) sont :

x = 842067.33

y = 6638283.63

La totalité de ces eaux pluviales transitent préalablement par un bassin étanche dénommé « bassin évènementiel », disposant d'une capacité de 7 595 m³, dont le débit de fuite respecte les prescriptions du Grand Chalon de 7 l/s/ha aménagé, soit un débit de fuite total de 167 l/s.

Les eaux pluviales de toiture du bâtiment B transitent préalablement par un bassin étanche dénommé « bassin B » disposant d'une capacité de 700 m³, destiné à la défense extérieure contre l'incendie, dont le trop plein rejoint le bassin évènementiel.

Les eaux pluviales de parkings et de voiries transitent par un dispositif de traitement (débourbeur/séparateur d'hydrocarbures) avant de rejoindre le bassin évènementiel.

4.3.2.3 - Eaux polluées

Les eaux polluées, notamment les eaux d'extinction incendie en cas de sinistre, sont dirigées vers le bassin évènementiel qui dispose d'une vanne d'obturation permettant ainsi le confinement des eaux polluées sur le site.

Ce bassin dispose de deux bâches d'étanchéité. Une première, identifiée comme bâche de fond de bassin, est recouverte de terre puis d'une deuxième identifiée comme bâche de surface. Un puisard est installé en fond de bassin pour permettre le pompage des eaux polluées en vue de leurs éliminations.

4.3.3 - Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

4.3.4 - Entretien et conduite des installations de traitement

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Est tenu un registre spécial sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement.

4.3.5 - Conception, aménagement et équipements des ouvrages de rejet

4.3.5.1 - Conception

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la structure à laquelle appartient le réseau et l'ouvrage de traitement collectif. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au préfet.

4.3.5.2 - Aménagement des points de prélèvement

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides réglementé (eaux pluviales et eaux usées provenant des installations de lavages de véhicules) est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, etc.)

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection de l'environnement.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

4.3.5.3 - Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

4.3.5.4 - Équipements

Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4 °C.

4.4 - CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

4.4.1 - Dispositions générales

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents non domestiques doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30 °C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;
- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

4.4.2 - Valeurs limites d'émission et surveillance des rejets

4.4.2.1 - Eaux exclusivement domestiques

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

4.4.2.2 - Eaux exclusivement pluviales

Sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 1 heure.

Les eaux résiduaires respectent avant rejet au milieu considéré les valeurs limites en concentration suivantes :

Paramètres	Code Sandre	Concentrations instantanées (en mg/l)	Périodicité de l'auto-surveillance
MES	1305	35	Annuelle
DCO	1314	40	
Hydrocarbures	7009	5	

La valeur limite de débit instantané est de 301,2 m³/h (167 l/s).

4.4.2.3 - Eaux usées issues des installations de lavage de véhicules

Sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 1 heure.

Les eaux résiduaires respectent avant rejet au milieu considéré les valeurs limites en concentration suivantes :

Paramètres	Code Sandre	Concentrations instantanées (en mg/l)	Périodicité de l'auto-surveillance
MES	1305	200	Annuelle
DCO	1314	650	
Hydrocarbures	7009	5	

4.5 - SURVEILLANCE DES IMPACTS SUR LES MILIEUX AQUATIQUES ET LES SOLS

4.5.1 - Surveillance des eaux souterraines

4.5.1.1 - Implantation des ouvrages

L'exploitant surveille et entretient les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par leurs intermédiaires. Il s'assure du maintien de l'intégrité physique des piézomètres et réalise régulièrement les opérations d'entretien de leurs abords. Tout déplacement de forage, ou création d'un nouveau forage, est porté à la connaissance du préfet.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant informe le préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

L'exploitant fait inscrire le (ou les) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du sous-sol, auprès du service géologique régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

4.5.1.2 - Réseau de surveillance

Le réseau de surveillance des eaux souterraines se compose des ouvrages suivants :

Références internes	Localisation
PZ 1	Amont
PZ 2	Aval
PZ 3	
PZ 4	

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan figurant dans le titre 10 du présent arrêté.

4.5.1.3 - Programme de surveillance

Une surveillance de l'impact de la pollution sur les eaux souterraines est réalisée sur les 4 piézomètres implantés conformément au plan figurant dans le titre 10 du présent arrêté.

Deux campagnes de prélèvement d'eaux souterraines et d'analyses sont réalisées annuellement, l'une en période de hautes eaux et l'autre en période de basses eaux.

Pour chaque ouvrage de surveillance, et à chaque campagne de mesure :

- la température, le pH et la conductivité des eaux souterraines sont mesurés ;
- le niveau piézométrique de la nappe est relevé ;

et a minima, les paramètres suivants sont analysés :

- les métaux (cobalt, cuivre, zinc) ;
- les hydrocarbures totaux ;
- l'azote kjeldhal ;
- les nitrates ;
- le phosphore total ;
- les sulfates ;
- les chlorures.

Est également analysée toute substance jugée pertinente par l'exploitant pour caractériser une éventuelle pollution de la nappe liée à son activité et pouvant être différenciée de la pollution passée.

Les prélèvements d'eau et analyses des eaux sont réalisés suivant les normes en vigueur notamment en matière de prestations relatives aux sites et sols pollués. La qualité des eaux souterraines est également vérifiée au minimum deux fois pendant les sept jours suivant chaque perte de confinement notable affectant une zone non étanche. En cas de pollution, l'inspection de l'environnement en est immédiatement avisée.

L'exploitant adresse au préfet, tous les quatre ans, un dossier faisant le bilan du suivi de la qualité des eaux souterraines et faisant apparaître les évolutions observées de la qualité des eaux souterraines sur la période quadriennale écoulée. Ce bilan quadriennal comprend également :

- la comparaison avec l'état initial de l'environnement réalisé en application de l'article R. 522-5 du code de l'environnement et le positionnement de l'exploitant sur les enseignements tirés de cette comparaison ;
- les propositions de l'exploitant pour, le cas échéant, réexaminer les modalités de la surveillance, notamment en termes d'évolution des fréquences de contrôle et des paramètres de surveillance.

4.5.2 - Effet sur les sols

La surveillance des sols est effectuée sur les points identifiés dans le rapport de base établi par la société Apsys en date du 19 décembre 2019 référencé BUTED180586/NT/19-01365, ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente. Les mesures portent sur les substances pertinentes retenues dans ce rapport de base.

Les prélèvements et analyses sont réalisés a minima tous les 10 ans. L'année de référence pour la mise en œuvre de cette périodicité est celle de l'établissement du rapport de base, soit l'année 2019.

L'exploitant réalise une synthèse des résultats obtenus au regard de la situation initiale.

TITRE 5 - DÉCHETS

5.1 - PRINCIPES DE GESTION

5.1.1 - Limitation de la production

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du code de l'environnement, en particulier :

- de prévenir et de réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, ainsi que de diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- de mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :
 - la préparation en vue de la réutilisation ;
 - le recyclage ;
 - toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 - l'élimination.
- d'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier ;
- d'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité ;
- de contribuer à la transition vers une économie circulaire ;
- d'économiser les ressources épuisables et d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources.

5.1.2 - Séparation

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Il est entre autres soumis au tri 5 flux introduit par le décret n° 2016-288 du 10 mars 2016.

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du code de l'environnement. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations de traitement). Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballage visés par les articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R. 543-128-1 à R. 543-131 du code de l'environnement relatives à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations de traitement).

Les déchets d'équipements électriques et électroniques mentionnés et définis aux articles R. 543-171-1 et R. 543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R. 543-195 à R. 543-200 du code de l'environnement.

5.1.3 - Conception et exploitation des installations d'entreposage internes

5.1.3.1 - Déchets produits

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

L'évacuation ou le traitement des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.

5.1.3.2 - Déchets en transit

Les produits entreposés à l'intérieur des bâtiments de stockage, une fois considérés comme des déchets, sont regroupés sans ouverture des emballages d'origine avant expédition pour destruction. En dehors de leur déplacement, les produits ne subissent aucune action ou modification physique.

L'exploitant s'efforce de réduire, autant que possible, le temps de séjour de ces déchets en transit. En tout état de cause, les quantités présentes doivent être en cohérence avec celles ayant servi de base au calcul des garanties financières mentionnées au point 1.6.2.2 du présent arrêté.

5.1.4 - Traitement ou élimination

5.1.4.1 - À l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

5.1.4.2 - À l'intérieur de l'établissement

À l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif) est interdite. Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

5.1.5 - Transport

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est déclaré au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets prévu par l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions du code de l'environnement relatives à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) est réalisée en conformité avec le règlement (CE) n° 1013/2006 du parlement européen et du conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

5.1.6 - Déchets produits par l'établissement

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Non dangereux	15 01 01	Emballages papiers carton
	15 01 02	Emballages plastiques
	15 01 03	Emballages Bois, palettes usagées
	16 01 03	Pneus hors d'usage
	20 03 01	Déchets municipaux en mélange
Dangereux	13 01 xx*	Huiles diverses usagées
	13 05 02*	Boues provenant des séparateurs eau/hydrocarbures
	14 06 xx*	Aérosols divers
	15 02 02*	Absorbants, chiffons et vêtements souillés
	16 01 07*	Filtres à huile
	16 07 08*	Eaux de lavage des véhicules

5.1.7 - Autosurveillance des déchets

5.1.7.1 - Enregistrement

Conformément aux dispositions de l'article R. 541-43 du code de l'environnement relatifs au contrôle des circuits de traitement des déchets, l'exploitant tient à jour un registre chronologique de la production et de l'expédition des déchets établi conformément aux dispositions nationales dont le contenu est précisé dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

5.1.7.2 - Déclaration

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

TITRE 6 - SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES

6.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

6.1.1 - Identification des produits

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances, mélanges et des produits, et en particulier les fiches de données de sécurité (FDS) à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site ; et le cas échéant, le ou les scénarios d'expositions de la FDS étendue (FDSe) correspondant à l'utilisation de la substance sur le site.

Ces documents sont rédigés en langue française.

6.1.2 - Étiquetage des substances et mélanges dangereux

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n° 1272/2008 dit CLP ou, le cas échéant, par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.

Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux sont également munies du pictogramme défini par le règlement susvisé.

L'étiquetage, les conditions de stockage et l'élimination des substances ou mélanges dangereux doivent également être conformes aux dispositions de leurs fiches de données de sécurité.

6.2 - SUBSTANCES ET PRODUITS DANGEREUX POUR L'HOMME ET L'ENVIRONNEMENT

6.2.1 - Substances interdites ou restreintes

L'exploitant s'assure que les substances et produits présents sur le site ne sont pas interdits au titre des réglementations européennes, et notamment qu'il :

- n'entrepose pas de produits biocides contenant des substances actives ayant fait l'objet d'une décision de non-approbation au titre de la directive 98/8 et du règlement 528/2012 ;
- respecte les interdictions du règlement n° 853/2004 sur les polluants organiques persistants ;
- respecte les restrictions inscrites à l'annexe XVII du règlement n° 1907/2006 ;
- n'entrepose pas les substances telles quelles ou contenues dans un mélange listées à l'annexe XIV du règlement n° 1907/2006 lorsque la date est dépassée.

S'il estime que ses usages sont couverts par d'éventuelles dérogations à ces limitations, l'exploitant tient l'analyse correspondante à la disposition de l'inspection.

6.2.2 - Substances extrêmement préoccupantes

L'exploitant établit et met à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an, la liste des substances qu'il entrepose ou utilise et qui figurent à la liste des substances candidates à l'autorisation telle qu'établie par l'agence européenne des produits chimiques en vertu de l'article 59 du règlement n° 1907/2006. Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

6.2.3 - Substances soumises à autorisation

Si la liste établie en application de l'article précédent contient des substances inscrites à l'annexe XIV du règlement 1907/2006, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées sous un délai de 3 mois après la mise à jour de ladite liste.

L'exploitant précise alors, pour ces substances, la manière dont il entend assurer sa conformité avec le règlement 1907/2006, par exemple s'il prévoit de substituer la substance considérée, s'il estime que son utilisation est exemptée de cette procédure ou s'il prévoit d'être couvert par une demande d'autorisation soumise à l'Agence européenne des produits chimiques.

S'il bénéficie d'une autorisation délivrée au titre des articles 60 et 61 du règlement n° 1907/2006, l'exploitant tient à disposition de l'inspection une copie de cette décision et notamment des mesures de gestion qu'elle prévoit. Le cas échéant, il tiendra également à la disposition de l'inspection tous

justificatifs démontrant la couverture de ses fournisseurs par cette autorisation ainsi que les éléments attestant de sa notification auprès de l'agence européenne des produits chimiques.

Dans tous les cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection les mesures de gestion qu'il a adoptées pour la protection de la santé humaine et de l'environnement et, le cas échéant, le suivi des rejets dans l'environnement de ces substances.

6.2.4 - Produits biocides – Substances candidates à substitution

L'exploitant recense les produits biocides utilisés pour les besoins des procédés industriels et dont les substances actives ont été identifiées, en raison de leurs propriétés de danger, comme « candidates à la substitution », au sens du règlement n° 528/2012. Ce recensement est mis à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an.

Pour les substances et produits identifiés, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection son analyse sur les possibilités de substitution de ces substances et les mesures de gestion qu'il a adoptées pour la protection de la santé humaine et de l'environnement et le suivi des rejets dans l'environnement de ces substances.

6.2.5 - Substances à impact sur la couche d'ozone et sur le climat

L'exploitant informe l'inspection de l'environnement s'il dispose d'équipements de réfrigération, climatisations et pompes à chaleur contenant des chlorofluorocarbures et hydrochlorofluorocarbures, tels que définis par le règlement n° 1005/2009.

S'il dispose d'équipements de réfrigération, de climatisations et de pompes à chaleur contenant des gaz à effet de serre fluorés, tels que définis par le règlement n° 517/2014, et dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500, l'exploitant en tient la liste à la disposition de l'inspection.

TITRE 7 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

7.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

7.1.1 - Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du code de l'environnement sont applicables.

7.1.2 - Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

En phase d'exploitation :

- la vitesse de circulation des camions est réduite sur le site ;
- les compacteurs de déchet ne sont utilisés qu'en journée ;
- les groupes sprinkler, les groupes électrogènes et les groupes froids sont isolés acoustiquement ;
- les moteurs des poids lourds sont arrêtés durant les opérations de chargement / déchargement ;

En phase travaux du bâtiment F :

- les niveaux sonores (pression acoustique) des engins et outils utilisés sur le chantier (hors dispositifs sonores de sécurité) seront inférieurs ou égaux à 105 dB(A) ou 90 dB(A) à 10 m de l'engin ou de l'outil ;

- les équipements bruyants fixes du chantier sont implantés de façons à limiter la gêne occasionnée au voisinage ;
- toutes les interventions sur chantier avec du matériel bruyant seront effectuées du lundi au samedi sur les plages horaires suivantes : 7h-12h30 / 13h30-19h30. Les horaires de livraison doivent respecter les horaires du chantier.

7.1.3 - Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents comme la sirène d'alerte du plan particulier d'intervention (PPI).

7.2 - NIVEAUX ACOUSTIQUES

7.2.1 - Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

7.2.2 - Niveaux limites de bruit

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser les valeurs fixées dans le tableau ci-dessous en limite de propriété de l'établissement :

LOCALISATION	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Point 1 à 8	70	65

Les points 1 à 8 sont repérés sur le plan figurant dans le titre 10 du présent arrêté.

7.2.3 - Autosurveillance des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée **six mois** au maximum après la mise en service du bâtiment F puis tous les **5 ans**.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997, par un organisme qualifié, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

7.3 - VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques

annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

7.4 - ÉMISSIONS LUMINEUSES

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant du bâtiment doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

TITRE 8 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Cf. annexe

« Informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les établissements seuil haut ou seuil bas ».

TITRE 9 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

9.1 - TRANSIT DE DÉCHETS

9.1.1 - Nature des déchets autorisés

L'exploitant est autorisé à stocker des déchets dans le cadre de la reprise des produits usés en fin de vie, réalisée auprès de ces clients, pour des produits semblables aux produits neufs stockés aux conditions suivantes :

- le produit usagé n'apporte pas de risque supplémentaire par rapport au produit neuf ;
- le volume de produits usagés est très inférieur au volume de produits neufs (< 10%) et respecte la limite de 200 t ;
- il existe une filière pérenne d'élimination ou de valorisation du produit considéré.

9.1.2 - Connaissance des déchets admis sur le site

Avant d'accepter un déchet, l'exploitant dispose d'un dossier d'identification comportant tous les renseignements analytiques ainsi que ceux relatifs au producteur.

À la réception des déchets, l'exploitant :

- vise le document accompagnant le chargement prenant ainsi connaissance, notamment de la destination finale prévue par le producteur pour le déchet ;
- procède aux tests d'identification nécessaires ;
- prélève, le cas échéant, un échantillon représentatif.

L'exploitant procède à des analyses d'identification des déchets nécessaires à la vérification des informations reçues, et à la détermination de la filière d'élimination, selon le cahier des charges interne du test d'admission à réaliser lors de la réception du déchet. Ce cahier des charges est élaboré selon une analyse des risques argumentée.

Afin de permettre de procéder aux enquêtes, vérifications et contrôles qui peuvent être demandés, notamment par l'inspecteur des installations classées, l'exploitant doit archiver les échantillons auxquels il a procédé et les conserver un mois après leur départ.

9.1.3 - Registre

L'exploitant dispose d'un système de traçabilité montrant que la quantité de déchets entreposés sur le site respecte les quantités maximales autorisées.

L'exploitant tient en permanence, à la disposition de l'inspection de l'environnement, l'évaluation des quantités de déchets contenant des substances ou préparations dangereuses mentionnées à l'article

R. 511-10 du code de l'environnement présentes dans l'installation, en tenant compte des mentions de dangers codifiées par la réglementation en vigueur.

9.1.4 - Émissions industrielles

Le dossier de réexamen dont le contenu est visé à l'article R. 515-72 du code de l'environnement est transmis au préfet dans le délai d'un an suivant la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique 3550 concernant le stockage temporaire de déchets dangereux.

Le rapport de base mentionné à l'article L. 515-30 du code de l'environnement a été établi le 19 décembre 2019 et joint au premier dossier de réexamen à la suite de la publication des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) relatives au traitement des déchets.

9.2 - CHAUFFERIES

9.2.1 - Dispositions générales

Les chaufferies sont situées dans un local ou des locaux exclusivement réservé(s) à cet effet, extérieur aux bâtiments de stockage ou d'exploitation ou isolé par une paroi de degré REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et ces bâtiments se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes pare-flamme de degré une demi-heure, munis d'un ferme-porte, soit par une porte coupe-feu de degré EI 120.

À l'extérieur de la chaufferie sont installés :

- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;
- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;
- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

Au niveau de la chaufferie, la coupure de l'alimentation de gaz est en outre assurée par deux vannes automatiques⁽¹⁾ redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz⁽²⁾ et un pressostat⁽³⁾.

Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

(1) Vanne automatique : cette vanne assure la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée par un capteur. Elle est située sur le circuit d'alimentation en gaz. Son niveau de fiabilité est maximum, compte tenu des normes en vigueur relatives à ce matériel.

(2) Capteur de détection de gaz: une redondance est assurée par la présence d'au moins deux capteurs.

(3) Pressostat : ce dispositif permet de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Son seuil doit être aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation.

Le chauffage des bâtiments de stockage ou d'exploitation ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. Les systèmes de chauffage par aérotherme à gaz ne sont pas autorisés dans les bâtiments de stockage ou d'exploitation. Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé de type indirect produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériaux A2 s1 d0 (anciennement M0). En particulier, les canalisations métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne sont garnies que de calorifuges matériaux A2 s1 d0 (anciennement M0). Des clapets coupe-feu sont installés si les canalisations traversent une paroi.

9.3 - ÉQUIPEMENTS SOUS PRESSION

9.3.1 - Dispositions générales

Pour les équipements sous pression fixes (y compris les équipements ou installation au chômage), l'exploitant tient à jour une liste des récipients, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

9.4 - INSTALLATIONS RELEVANT DE CERTAINES RUBRIQUES

9.4.1 - Dispositions générales

Les prescriptions des arrêtés ministériels de prescriptions générales relatifs aux installations soumises au régime déclaratif (D ou DC) mentionnées au 1.2.1 du présent arrêté s'appliquent, sauf pour celles qui seraient contraires ou moins contraignantes que celles du présent arrêté.

9.5 - APPLICABILITÉS DES ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

9.5.1 - Rubrique 1510 – Entrepôts couverts

Les dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017 sont applicables aux installations selon les dispositions suivantes :

- bâtiment A : prescriptions du I de l'annexe V ;
- bâtiment B : prescriptions du II de l'annexe V ;
- pour les bâtiments C/D, E et H : prescriptions du III de l'annexe V ;
- pour le bâtiment F : prescriptions de l'annexe II (installations nouvelles au sens de l'article 2).

Les dispositions de cet arrêté ministériel ne s'appliquent pas au bâtiment « messagerie ».

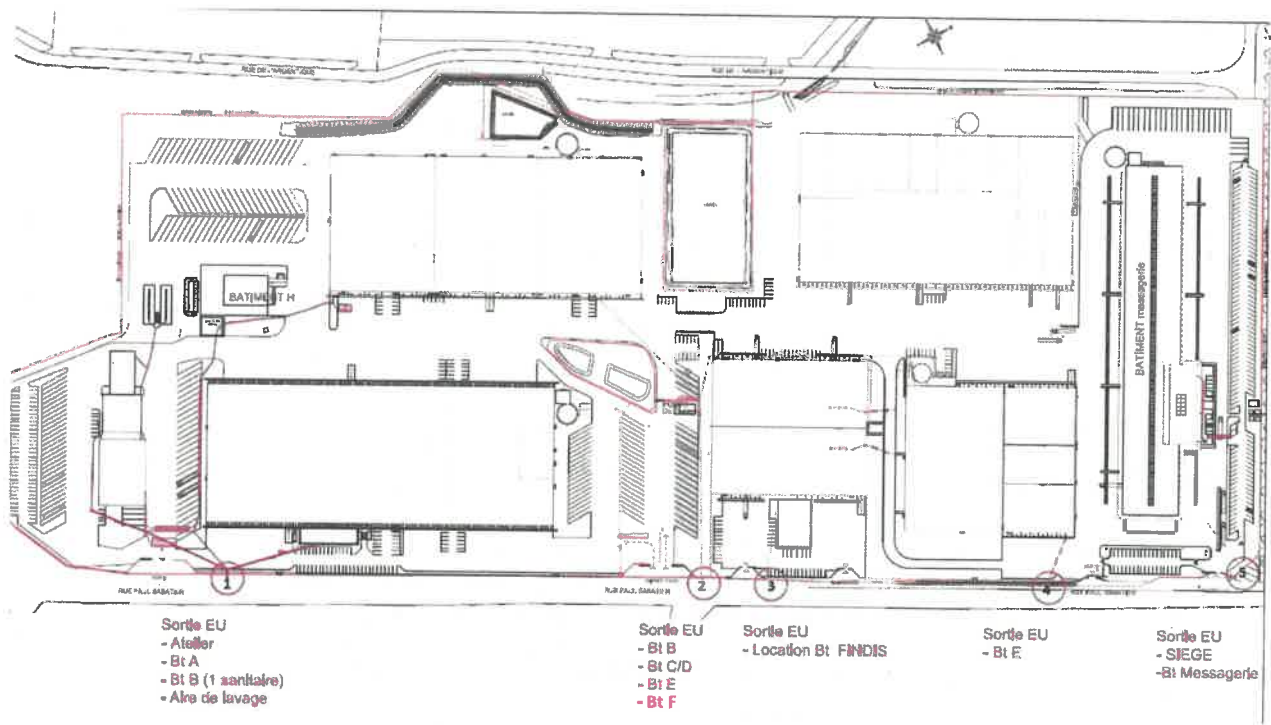
TITRE 10 - PLANS ET VUES

10.1 - EMPLACEMENT DES POINTS DE MESURES DES NIVEAUX SONORES

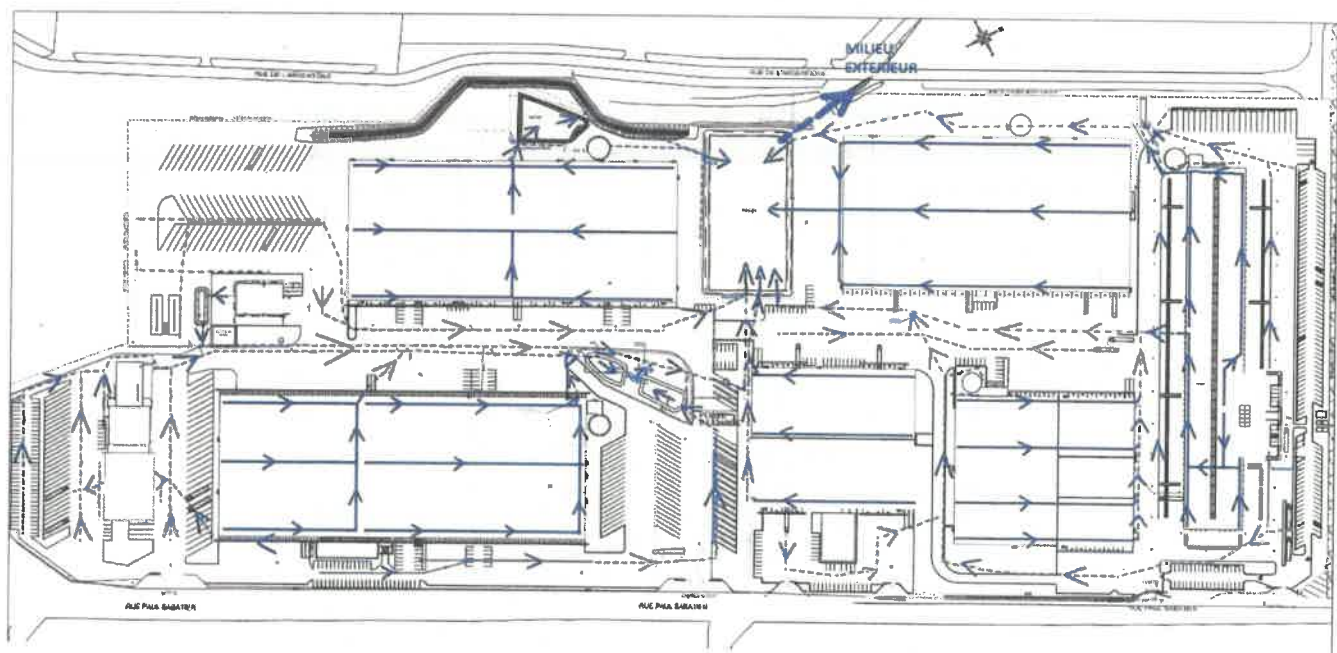


10.2 - RÉSEAUX DES EFFLUENTS

10.2.1 - Eaux usées



10.2.2 - Eaux pluviales



10.3 - RÉSEAU DE SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES



11.1 - MODALITÉS DE CONSULTATION DE CERTAINES DISPOSITIONS DE L'ARRÊTÉ

Les informations sensibles annexées au présent arrêté sont consultables dans les conditions fixées par le code des relations entre le public et l'administration.

11.2 - MESURES DE PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie du présent arrêté est déposée en mairies de Chalon-sur-Saône, Champforgeuil, Crissey, Fragnes-la-Loyère, Lessard-le-National, Sassenay et Virey-le-Grand et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché en mairies de Chalon-sur-Saône, Champforgeuil, Crissey, Fragnes-la-Loyère, Lessard-le-National, Sassenay et Virey-le-Grand pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38, à savoir : Les mairies de Chalon-sur-Saône, Champforgeuil, Crissey, Fragnes-la-Loyère, Lessard-le-National, Sassenay et Virey-le-Grand ainsi que la communauté d'agglomération du Grand Chalon ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

11.3 - EXÉCUTION, COPIES ET NOTIFICATION

La secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Bourgogne-Franche-Comté, les maires des communes de Crissey, Fragnes-La Loyère et Virey-le-Grand sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Le présent arrêté est notifié à la société Sobotram Transports et Logistique.

Fait à Mâcon, le

09 NOV. 2023

Le Préfet

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire
Agnès CHAVANON

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Dijon :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.